

Le Burundi annonce à l'ONU la fermeture de son bureau d'ici fin 2020

@rib News, 23/11/2020 – Source AFP Le Burundi a annoncé au secrétaire général des Nations unies la fermeture définitive de la fin de l'année du Bureau de son envoyé spécial dans le pays, prenant le contre-pied de la récente demande d'Antonio Guterres de prolonger son existence d'un an.

Dans une « note verbale » obtenue par l'AFP et authentifiée par un haut responsable de la diplomatie burundaise, le ministre burundais des Affaires étrangères notifie au bureau de M. Guterres la fermeture formelle et la liquidation du Bureau de l'envoyé spécial au Burundi au 31 décembre 2020. Interrogé par l'AFP à New York au sujet de la note verbale, l'ONU a indiqué ne pas vouloir commenter ce stade. L'ONU a installé un envoyé spécial et ce bureau pour suivre la situation au Burundi, plongé depuis l'année dernière dans une crise politique meurtrière marquée par des violations massives des droits humains, déclenchée par la volonté acharnée du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé. Tout en se félicitant de la « volonté réelle et forte » de « changement positif » du nouveau président Evariste Ndayishimiye, qui a succédé à M. Nkurunziza en juin, le secrétaire général de l'ONU a recommandé le 10 novembre un maintien du Bureau de son envoyé spécial jusqu'au 31 décembre 2021, le Burundi étant encore « fragile ». Dans sa note, le ministre burundais estime qu'une « présence permanente » de l'ONU n'est plus « pertinente », la situation au Burundi étant « calme et stable » et le « processus » satisfaisant « soldé » par une transition politique historique. « Notre décision est souveraine et irrévocable, nous ne voulons plus d'un bureau qui entretient l'identité d'une crise qui n'existe que dans la tête de certaines puissances étrangères », a expliqué à l'AFP une source au ministère burundais des Affaires étrangères, visant l'Union européenne et certains pays occidentaux. Le gouvernement burundais demande depuis longtemps le retrait du Burundi de l'ordre du jour du Conseil de sécurité, faisant valoir que cela améliorerait l'image du pays aux yeux des partenaires et des investisseurs potentiels. Un diplomate onusien a indiqué à l'AFP, sous le couvert de l'anonymat, voir dans la notification burundaise une possible « posture en vue de négocier une relation politique plus souple avec l'ONU, car le Burundi n'aura pas unanimement au Conseil de sécurité pour son retrait de l'agenda ». Dans sa note, le ministre estime que « le développement socio-économique est le seul domaine phare qui a besoin d'un accompagnement des Nations Unies au Burundi ».